

Brochure n° 3104

Convention collective nationale

IDCC : 176. – **INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**
(10^e édition. – Septembre 2004)

ACCORD DU 31 MARS 2006
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS
MENSUELS AU 1^{ER} JANVIER 2006

NOR : *ASET0650653M*
IDCC : 176

Entre :

Les entreprises du médicament (LEEM), 88, rue de la Faisanderie,
75016 Paris,

D'une part, et

La fédération chimie énergie (FCE) CFDT, 47-49, avenue Simon-Bolivar,
75019 Paris ;

La fédération des cadres de la chimie CFE-CGC, 56, rue des Batignolles,
75017 Paris ;

La fédération chimie, mines, textiles, énergie CFTC, 8, rue Juliette-Dodu,
75010 Paris ;

La fédération nationale de la pharmacie Force ouvrière, 7, passage
Tenaille, 75014 Paris ;

Le syndicat national professionnel autonome des délégués visiteurs
médicaux (SNPADVM) UNSA, 21, rue Jules-Ferry, 93177 Bagnolet,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Le paragraphe II « Salaires minima professionnels » de l'avenant n° 1 de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique modifiée, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

II. – Salaires minima professionnels

A compter du 1^{er} janvier 2006, les salaires minima mensuels pour 151,67 heures sont calculés à partir de la formule suivante :

$$y = a + bx$$

y : salaire minimum du salarié en fonction de son groupe et de son niveau de classification.

a : valeur constante correspondant au premier niveau du premier groupe de classification, soit 1 235,45 €.

b : nombre de points définis pour chaque groupe et niveau de classification.

x : valeur du point, soit 6,85 €.

Salaires minima pour 151,67 heures au 1^{er} janvier 2006

(En euros.)

GROUPE	POINT	SALAIRE MINIMA
1 A	3	1 256,00
1 B	5	1 269,70
1 C - 2 A	8	1 290,25
2 B	12	1 317,65
2 C - 3 A	23	1 393,00
3 B	28	1 427,25
3 C - 4 A	46	1 550,55
4 B	54	1 605,35
4 C - 5 A	77	1 762,90

GROUPE	POINT	SALAIRE MINIMA
5 B	88	1 838,25
5 C - 6 A	118	2 043,75
6 B	132	2 139,65
6 C	169	2 393,10
7 A	183	2 489,00
7 B	246	2 920,55
8 A	260	3 016,45
8 B	335	3 530,20
9 A	349	3 626,10
9 B	438	4 235,75
10	494	4 619,35
11	550	5 002,95

Article 2

Le présent accord entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par l'article L. 132-2-2 du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche non-signataire du présent accord.

Article 3

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 4

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 31 mars 2006.

(Suivent les signatures.)

